

Comment poursuivre - Proposition de Nicole Roelens

Soumis par AssStopFessenheim

17-10-2011

Dernière mise à jour : 17-10-2011

Dans le cadre de la soirée débat organisée par les Grünen à Willstätt le 23 septembre 2011, Nicole Roelens a présenté la stratégie d'action reproduite ci-dessous. Vous êtes invités à apporter vos propres contributions, afin que nous puissions en débattre tous ensemble en réunion. Merci à Nicole pour cet immense travail. Nicole Roelens Présidente de Stop Fessenheim de sa fondation à janvier 2011

Psychologue du travail Docteur en Psychologie et en Sciences de l'Education Willstätt le 23 septembre 2011
 La légitime défense collective contre l'extrême danger nucléaire La philosophie d'action que je me suis efforcée d'impulser dans l'association Stop Fessenheim, pendant six ans, s'inscrit à contre courant d'une idée très répandue en France, même chez les antinucléaires à savoir que ceux qui luttent contre un danger nucléaire proche de chez eux ne sont pas réellement des antinucléaires parce que leur motivation est égoïste. Ils ne sont pas désintéressés et si ce danger ne les affectait pas personnellement, ils ne se mobiliseraient pas. Cela équivaut à penser que le seul combat écologique légitime est un combat désintéressé. C'est une idée curieuse qui revient à contester aux populations locales le droit de se défendre contre une menace extrême qui plane sur leur vie, celle de leurs proches et sur leur environnement. Faire du combat contre le nucléaire un combat de principe est la meilleure façon de rendre le mouvement antinucléaire impuissant. D'ailleurs elle est réutilisée par le lobby nucléaire qui appelle les populations riveraines à renoncer leur « goût immodéré » de la sécurité sur l'autel de la puissance énergétique de la nation. La vérité c'est que nous avons un besoin évident de nous défendre contre le pouvoir exorbitant du lobby nucléaire qui nous impose de vivre sous une menace constante de désastre nucléaire et nous programme un avenir radioactif dont nous ne voulons pas. Il est temps de proclamer le droit des populations à la légitime défense collective contre le pouvoir totalement abusif de la caste des nucléocrates. Agir pour l'arrêt définitif des installations nucléaires à l'ombre desquelles nous vivons est un acte hautement utile à l'humanité car chaque lutte territoriale a une dimension universelle parce qu'il n'y a pas de danger nucléaire strictement local. La contamination provoquée par les accidents nucléaires successifs se globalise rapidement et elle devient toujours planétaire. Une étude américaine a montré que le cumul des contaminations historiques de sources diverses atteint aujourd'hui des niveaux extrêmement alarmants[1] et malgré cela l'industrie nucléaire persiste dans sa volonté dominatrice. Il faut que partout la légitime défense des peuples s'organise. La lutte antinucléaire sera d'autant plus efficace qu'elle sera mieux ancrée dans chacun des territoires concernés. Pour contrecarrer l'emprise du nucléaire, il faut se battre non pas abstraitement, non pas sporadiquement, mais pied à pied et concrètement, dans la durée, avec entêtement. Cette résistance est d'autant plus acharnée qu'elle est conduite par des personnes qui perçoivent intimement le danger que l'installation nucléaire fait courir à leurs proches et aux lieux de vie qu'ils aiment. Il faut un enjeu humainement puissant pour avoir une démarche de résistance à la hauteur des pleins pouvoirs que s'arrogent les nucléocrates. Dans cette perspective le premier cercle des victimes potentielles est le plus compétent pour agir réellement contre la fatalité du génocide technologique. C'est la force de sa motivation qui peut pousser l'opinion publique à se révolter contre la toute puissance de l'oligarchie nucléaire. Sa perception vive du danger nucléaire est indispensable par ailleurs pour ne pas s'en laisser conter. Pour évaluer le danger de façon réaliste, il ne faut pas se fier au discours des experts, il faut observer très prosaïquement le réel. Les soit disant experts fabriquent en permanence une bulle d'irréel dans laquelle on risque de se laisser prendre, surtout si on participe aux instances de concertation totalement bidon qu'ils mettent en place. L'Autorité de Sûreté Nucléaire nous dit que le risque d'accident à Fessenheim est « acceptable » mais nous ne l'acceptons pas car le bon sens commun suffit pour savoir que la centrale est vétuste, construite sous la digue du Rhin, dans une zone sismique, que vu l'ancienneté de ses machines, les pièces de rechange ne sont même plus fabriquées et que ses salariés sont constamment inquiets et sous tensions. Dans ces conditions une industrie intrinsèquement dangereuse ne peut qu'aboutir à un accident. Avant Fukushima quand j'étais alertais sur le danger d'accident nucléaire que constitue Fessenheim, je me faisais souvent traiter d'alarmiste. En vérité même quand nous sommes alarmistes nous sommes encore en dessous du danger réel que cette industrie nous fait courir. La communication officielle des spécialistes du nucléaire vise à endormir le peuple en se faisant passer pour des demi-dieux, capables de maîtriser le danger qu'ils engendrent. En fait la sûreté nucléaire est un conte à dormir debout et le danger réel finit toujours par nous revenir dans la figure. Les signaux précurseurs d'un prochain désastre se multiplient France et sont toujours minimisés comme l'explosion récente du four de Marcoule. Si les Japonais avaient écouté le bon sens populaire, ils auraient rejeté le discours de sûreté des experts et auraient exigé l'arrêt de Fukushima et des autres centrales avant le séisme fatal. Il est hautement probable que si Fessenheim est prolongée, nous aurons, avant dix ans, une contamination définitive de la plus grande nappe phréatique d'Europe. Imaginez un peu les conséquences d'une telle contamination. Il faut dire non, radicalement non à une telle éventualité. La nappe phréatique est incomparablement plus importante pour notre avenir que la production d'électricité de Fessenheim. La préconisation hallucinante de l'Autorité de Sûreté Nucléaire de renforcer la dalle de béton qui soutient la centrale montre que le risque de contamination de la nappe est effectivement très grand. En préconisant une solution infaisable les experts dégagent leur responsabilité en cas d'accident, sans affronter le pouvoir politique. Notre lutte a peut être déjà porté ses fruits mais ce n'est pas sûr car en France la main mise de l'industrie nucléaire sur l'état, les partis politiques, les institutions est énorme. Sous l'apparence de la démocratie, il y a une techno-dictature. Quand une

personnalité politique s'engage contre le nucléaire, elle aussitôt mise en difficulté. Il est urgent d'exercer notre droit collectif à la légitime défense. Le premier cercle des victimes potentielles en ce qui concerne Fessenheim est transfrontalier. C'est à l'échelle du Rhin supérieur que nous devons organiser notre légitime défense contre la prolongation de cette centrale et des autres centrales menaçantes. L'objectif de Stop Fessenheim dès sa fondation n'était pas seulement de protester mais d'organiser réellement la résistance des habitants contre l'impérialisme nucléaire afin que le peuple retrouve le pouvoir de décider de son devenir. Depuis Fukushima, nous savons que cette légitime défense collective est un impératif de survie. Comment organiser cette légitime défense collective ? Les manifestations périodiques même si elles sont une saine expression des citoyens ne suffisent pas. Les nucléocrates attendent la fin des défilés pour continuer tranquillement à tirer les ficelles de notre système institutionnel. La lutte politique au niveau électoral est nécessaire mais pas suffisante car la technocratie échappe au fonctionnement démocratique normal. Les mouvements antinucléaires doivent développer de nouvelles stratégies capables de déstabiliser et de renverser le pouvoir des technocrates. Ils ont été si souvent considérés comme des extrémistes qu'ils se sont efforcés d'être des opposants raisonnables c'est-à-dire modérés dans leur propos. Cette timidité aujourd'hui n'est plus de mise. Reste à savoir comment y prendre ? Stop Fessenheim a tenté d'initier de nouvelles formes de lutte dans plusieurs directions. La première consiste à situer et à interpeller publiquement les noyaux durs du pouvoir technologique. En France, il est difficile de savoir qui décide de quoi. La collusion entre les experts et le pouvoir central est bien rodée. Ils se renvoient la balle pour donner à la décision une apparence de légitimité démocratique. Nous avons mené des actions pour faire sortir du flou et responsabiliser publiquement ceux qui détiennent un pouvoir de décision et ceux qui cautionnent ce pouvoir. Il est important de les désigner comme légalement responsables des conséquences des décisions politiques qu'ils prennent ou qu'ils couvrent. La deuxième est de désacraliser le jeu des expertises, des visites techniques et autres stress test. Tous ces rituels mystificateurs tiennent le peuple à distance et lui retire toutes initiatives. Nous ne devons leur accorder aucune crédibilité, mais au contraire révéler le dessous des cartes, par exemple comment faire confiance à l'Autorité de Sûreté Nucléaire pour déclarer les installations de Fessenheim conformes à la loi alors qu'elle couvre des infractions patentes à la loi sur l'eau depuis des années. La troisième est de porter la question de la mise en danger de la population devant les tribunaux. Cela a été réalisé au sein de TRAS. C'est très lent, très laborieux. Le tribunal administratif de Strasbourg a décrété que le danger n'était pas prouvé juste quelques jours avant Fukushima. Certes, le danger est réellement prouvé quand l'accident a eu lieu, mais car nous sommes dans notre bon droit en voulant préserver la vie. Combien faudra-t-il d'accident avant que la Justice ne se réveille ? Continuons à interpeller l'Etat de Droit amplifions encore la pression juridique. La quatrième est d'impliquer personnellement les élus du peuple dans le combat pour l'arrêt de Fessenheim indépendamment de leur étiquette politique. Nous savons que le pouvoir de décision n'appartient pas aux représentants du peuple et encore moins aux élus locaux, mais justement leur protestation fait apparaître le caractère non démocratique des décisions prises en matière énergétique. C'est dans cet esprit que nous avons lancé dès 2006 l'appel solennel des élus d'Alsace. Ils sont désormais 450. La cinquième est de poser la question du danger nucléaire sur le plan éthique en impliquant les ministres des cultes dans les différentes religions. Peu à peu ce registre de combat se développe. Il a été relancé par le jeune collectif qui témoigne de l'importance de l'enjeu que les jeunes en leur âme et conscience. La sixième est de démontrer que même en France on peut se passer du nucléaire. Nous avons fait tout un travail, non seulement pour encourager les économies d'énergies et l'utilisation des énergies renouvelables, mais surtout pour pousser les acteurs locaux à autonomiser leur collectivité. Beaucoup de particuliers et de communes en Alsace commencent à produire de l'énergie. La phase suivante sera de convaincre un maximum de gens de quitter EDF si EDF ne veut pas quitter le nucléaire. La septième est de lever la loi du silence sur les conséquences sanitaires de la contamination autour de la centrale et partout dans le monde. Nous sommes en lien très fort avec l'association des enfants de Tchernobyl. Je suis persuadée qu'une réelle connaissance des atteintes à la santé amène les gens à résister. Là aussi le lobby nucléaire met le paquet pour dissimuler la vérité. Nous avons alerté la population sur les pathologies liées à Tchernobyl sommes solidaires avec toutes les victimes du nucléaire dans le monde. Je crois que nous avons fait du bon travail mais évidemment ça ne suffit pas. Nous avons besoin de réfléchir tous ensemble pour trouver les leviers qui déstabiliseront les nucléocrates et qui permettront d'associer le maximum de gens à la légitime défense collective. Notre lutte est difficile mais elle est passionnante car que elle pose la question des pouvoirs réels dans le monde aujourd'hui. Ces pouvoirs se situent dans l'underground de la politique officielle et c'est à ce niveau là que les grands bouleversements vont se produire.

Nicole Roelens, Breitenbach le 20 septembre 2011